



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

***portant mise en demeure de la société PARIS pour l'Installation Classée pour la Protection de
l'Environnement (ICPE) qu'elle exploite sur la commune de Saint-Fort-sur-Gironde***

Le Préfet de la Charente-Maritime

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2023 enregistrant une installation de production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole exploitée par la société PARIS sur la commune de Saint-Fort-sur-Gironde ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 22 janvier 2026, transmis à l'exploitant le 31 janvier 2026, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de la société PARIS, ci-après « l'exploitant », dans le délai imparti ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le local de distillation n°1 n'est pas équipé d'exutoire de fumées et de chaleur ;
- La zone de stockage de propane (2 réservoirs de 3,2 t) n'est pas clôturée ;
- Le chai n°2 (construit en 2022) n'est pas équipé d'un exutoire de fumées ;

- À défaut d'aménagement de l'aire de chargement-déchargement, en cas d'incendie d'un des chais, les effluents qui déborderaient du chai par la porte principale pourraient se diriger vers la maison d'habitation voisine située en contre-bas ;

Considérant que ces constats constituent respectivement un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé, à celles du 3.2.I de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé, à celles du 2.4 et du 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du même code en mettant en demeure la société PARIS de respecter les prescriptions des dispositions des articles susvisés ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – La société PARIS (SIREN 812 209 997), dont le siège social est situé à Saint-Fort-sur-Gironde (17240), 15 rue de chez les Roux, exploitant une installation de production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole à cette même adresse, est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé en installant, en partie haute du local de distillation n°1, des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, totalisant au minimum une surface utile de 2 m² ;
 - les dispositions du point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé en installant, en partie haute du chai de vieillissement d'eaux-de-vie n°2, un dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conforme aux normes en vigueur, d'une surface utile d'un m² au minimum ;
- dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions du point 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé en aménageant la zone devant les portes principales des deux chais de vieillissement de sorte qu'en cas d'incendie, les effluents débordant des chais ne puissent pas se diriger vers la propriété des tiers, ni des bâtiments habités ou occupés par des tiers ;
 - les dispositions du point 3.2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé en installant une clôture de 2 mètres avec une porte verrouillable autour de la zone d'implantation des deux réservoirs de propane.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 4 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société PARIS.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Jonzac,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Fort-sur-Gironde,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 5 MARS 2026

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,



Emmanuel CAYRON

